



Support.  
DON'T  
punish.

**Soutenons. Ne punissons pas.**

---

**#SupportDontPunish**

# Journée mondiale d'action « Support. Don't punish. »

*La répression de l'usage de drogues est une catastrophe sanitaire et sociale.*



Le 26 juin est la « journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues » organisée par l'Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime (ONUDC), au cours de laquelle de nombreux pays célèbrent leur participation à la « guerre contre les drogues », parfois même par des exécutions publiques de prisonniers de la prohibition. Le 26 juin est aussi la « journée mondiale de soutien aux victimes de la torture » : un paradoxe, quand on sait que les consommateurs

de drogues dans le monde souffrent régulièrement des violations de leurs droits, de leur intégrité, et d'abus de pouvoir de la part de leurs gouvernements, au nom de « lois d'exception » – comme celle du 31 décembre 1970 en France.

Depuis 2013, à l'initiative de l'International Drug Policy Consortium (IDPC), la campagne « SUPPORT. DON'T PUNISH. » (Soutenons, accompagnons. Ne punissons pas.) fait de cette journée celle des alternatives en matière de prise en charge des addictions et de respect des droits humains. L'action est relayée dans le monde entier, dans plus de 100 villes et 50 pays, par des acteurs locaux de la défense des Droits de l'Homme, de la réduction des risques (RDR) liés à l'usage de drogues et par des citoyens défendant une nouvelle approche légale des drogues en société, moins axée sur une punition morale que sur une réponse moderne, solidaire et empathique à l'usage de produits psychoactifs.

Les buts de la campagne « Support. Don't punish. » :

- Axer les politiques publiques sur la prévention des risques, la réduction des dommages et la lutte contre la stigmatisation et l'exclusion sociale des consommateurs.
- Promouvoir l'amélioration du financement et de l'importance des services d'information et de santé essentiels au soutien et à l'accompagnement (SUPPORT) des usagers de drogues.
- Sensibiliser quant à la nécessité de mettre fin à la criminalisation des usagers (DON'T PUNISH).
- Ouvrir un large débat pour un soutien populaire à une nécessaire réforme législative d'assouplissement des politiques des drogues, et la mise en place d'une réflexion de dépénalisation par produit.
- Mettre en conformité l'application des politiques relatives aux drogues avec les droits humains.

Les gouvernements ont pour mission d'assurer la protection de la santé et des droits humains de tous leurs ressortissants. Pour autant, la santé et les droits des citoyens consommateurs de drogues et de leurs proches sont particulièrement mis à mal par les politiques publiques. La prohibition et la répression de l'usage de drogues ont des répercussions extrêmement dommageables sur la santé des usagers. Ces risques ne peuvent plus être ignorés.

Par la pénalisation systématique, l'accès aux soins de simples consommateurs est entravé. La pénalisation impacte directement sur le parcours de santé des usagers, qui se retrouvent stigmatisés et mis au ban.

La « guerre aux drogues » a fait son temps. Le constat d'échec est assez unanime au niveau international. C'est une guerre qui a coûté cher, sans résultats, ni sur la baisse du nombre d'usagers, ni dans la lutte contre les trafics. Elle a brisé de nombreuses vies, discriminé, stigmatisé, criminalisé et marginalisé des millions de personnes. Elle a constitué des barrières structurelles qui ont nourri des épidémies virales et autres problèmes de santé.

Ces constats objectifs sont partagés. Mais les politiques liées à l'usage de drogues sont construites sur la base d'une approche morale, et non scientifique.

En avril 2016, s'est tenue à New-York une session extraordinaire de l'Assemblée Générale de l'ONU consacrée aux stupéfiants (UNGASS 2016), appelant à recentrer les politiques relatives aux drogues sur les personnes, la santé et sur droits humains, alors que de nombreux pays exposaient un programme de modernisation de leurs politiques nationales.

Dans le même temps, des pays comme la Chine, l'Indonésie, l'Iran, le Japon, la Suède et surtout la Russie n'ont pas été de cet avis et ont entravé les débats, tentant de défendre leur approche prohibitionniste extrême, revendiquant pour certains l'usage de la peine de mort et s'opposant à la consécration de la réduction des risques.

Plus récemment le 28 mai, lors de l'Assemblée Mondiale de la Santé, la Russie a bloqué le vote d'une résolution qui visait pourtant à redonner à l'OMS un rôle central sur la question des drogues.

Malgré ce cadre international strict et en apparence immuable, des changements importants ont eu lieu et continuent de se produire dans de nombreux pays : aux États-Unis, où une partie du budget fédéral consacré à la répression a été réorientée vers les soins et la prévention, et où l'expérimentation des salles de consommation à moindre risques – comme en France – a enfin été permise ; au Canada, où le nouveau gouvernement a annoncé la régulation de la filière cannabicole pour le printemps 2017 ; en Allemagne, où la prescription et le remboursement des préparations pharmaceutiques à base de Cannabis et cannabinoïdes a été réouverte...

*Le monde est à une époque charnière, où la mobilisation de la société civile devient primordiale.*

La campagne « SUPPORT. DON'T PUNISH. » propose donc à tout-e citoyen-ne désirant exprimer son soutien à cet élan mondial de prendre une photo de lui/elle accompagné-e du visuel de la campagne.

L'ensemble des photos collectées grâce au hashtag #SupportDontPunish depuis 2013 aux quatre coins du monde, sert de « point d'appui » pour faire entendre les voix citoyennes qui demandent l'arrêt de ces politiques néfastes et inefficaces « contre les drogues » et les personnes en faisant usage.

## Entités organisatrices de la campagne 2016 en France :



Participez avec le hashtag #supportdontpunish - Pour en savoir plus : <http://supportdontpunish.org/fr>